



DECLARATION LIMINAIRE DU CTL DU 28/01/2020

Monsieur le Président,

Après plus d'un an d'attente vous vous décidez enfin à révéler le détail du calendrier du « projet » de NRP .
Un an pour rien...

Peut-être daignerez-vous modifier à la marge quelques points, afin de faire croire à un semblant de dialogue social dans le département.
Nous ne nous résoudrons pas aux miettes.

LA CGT finances Publiques 62 vous alerte une nouvelle fois solennellement quant à la dangerosité de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité, dans le contexte particulièrement sensible que connaît la DGFIP.

Les chiffres le prouvent !

Les tableaux de bord de veille sociale se dégradent d'année en année, les chiffres que l'on nous présentait fièrement il y a peu pour mettre en lumière le bien être des agents travaillant à la DGFIP sont maintenant presque tous dans le rouge. Hausse de 25% des situations de souffrance au travail entre 2011 et 2018. Hausse de 20% de la perte de confiance dans l'administration depuis 2017.

Ainsi, les témoignages des professionnels de santé rapportés dans le baromètre interne font état un état de stress permanent et une perte de confiance massive chez les agents qui restent attachés à leurs missions de service public.

Depuis 2011 le nombre d'agents ayant exprimé une situation de souffrance au travail est passé de 2.578 à 3.212, soit une hausse de 25%. Les cas de violence au travail sont passés de 315 à 412, soit une hausse de 31%.
Par ailleurs, 76% des agents se disent "pessimistes" concernant leur propre avenir au sein de la DGFIP contre 55% en 2016.

Un rapport de 2018 de la médecine de prévention évoque une charge de travail trop importante, des injonctions paradoxales, un manque de soutien technique et hiérarchique.
Rien que ça Monsieur le président...

Ce même rapport recense une hausse de 20% des congés non-pris depuis 2015, ce qui correspond à "7.000 emplois équivalents temps plein (ETP)" et estime à "260 ETP" le nombre d'heures supplémentaires non récupérées en 2018.
Nous pouvons aujourd'hui ajouter à cet état de délabrement les cartes du NRP dévoilées par votre prédécesseur M Roulet, puis récemment par vous-même.

Ces cartes bâclées ne répondent aucunement aux besoins des agents et du public, mais sont la preuve de décisions hors-sol de votre hiérarchie.

Evidemment cela renforce le sentiment d'instabilité, de dégradation des conditions de travail, d'angoisse pour les personnels de la DGFIP.

En décembre 2019, la justice a dû se prononcer sur la culpabilité des dirigeants de France Télécom, accusés de « harcèlement moral » à la fin des années 2000.

Ce jugement très attendu a débouché sur la condamnation des anciens dirigeants, dont l'ex-PDG, la cour ayant validé et condamné ce harcèlement institutionnel ayant mené au suicide de salariés.
L'entreprise, devenue Orange en 2013, est condamnée à l'amende maximale de 75 000 euros. Les anciens dirigeants, ont eux été condamnés à un an de prison dont huit mois avec sursis et 15 000 euros d'amende, pour avoir mis en place une politique de réduction des effectifs « jusqu'au boutiste » sur la période 2007-2008.

Force est de constater que vous vous appliquez à employer strictement les mêmes méthodes, maquillées à la sauce fausse concertation...

Officiellement, l'administration affirme aux élus locaux et aux agents des finances publiques que la période de concertation a été un succès.

Il semblerait que ce mot « concertation » n'ait pas le même sens dans la langue française et dans la novlangue Darmanienne.

Pour rappel, le Larousse définit la concertation comme une « action, pour plusieurs personnes, de s'accorder en vue d'un projet commun. La concertation se distingue de la négociation en ce qu'elle n'aboutit pas nécessairement à une décision, mais qu'elle vise à la préparer ».

Ainsi, l'administration agit et continue d'agir comme si votre projet, et non le notre, avait reçu l'aval de tous.

Or, les élus de notre département ne cessent de manifester leur mécontentement, les organisations syndicales rejettent unanimement le « Nouveau réseau de proximité », les agents de la DDFIP 62 se sont clairement exprimés, par la grève, la manifestation et le vote (93,91 % pour l'abandon) pour le retrait du plan Darmanin.

Mettre à l'ODJ de ce CTL, le calendrier du NRP « pour information » constitue une insulte supplémentaire envers les agents et leurs représentants et démontre une fois de plus que vous avez cessé tout dialogue social à la DGFIP. Ce que vous avez appelé « concertation » n'a été qu'une mascarade, vos réunions « d'information », n'ont laissé aucune part au dialogue mais se sont apparentés à une propagande honteuse.

Par ailleurs, un nouveau pilier de notre modèle social est attaqué.

La réforme des retraites est en marche forcée, elle ne satisfait que notre gouvernement et ses dociles caniches, mais aucunement le commun des travailleurs, et encore moins notre jeunesse.

En s'attaquant à notre système basé sur la répartition, le gouvernement veut introduire la retraite par capitalisation pour enrichir les compagnies d'assurances privées pour lesquelles on va jusqu'à privatiser l'Elysée !

Pour ces dernières s'ouvrirait un marché de 314 milliards d'euros, soit le montant de la richesse économique consacrée aux retraites aujourd'hui.

Depuis le 5 décembre la majorité de la population a majoritairement exprimé son refus de la réforme proposée par le gouvernement, par une grève d'une longueur sans précédent et toujours soutenue par une majorité de nos concitoyens.

Pourtant le gouvernement est resté sourd au refus d'engraisser la finance, ne lâchant provisoirement que quelques bribes de concession à des alliés de fortune pour donner l'impression d'alimenter le dialogue social.

Véritable mépris que tout cela, mais la note des décisions unilatérales se paiera tôt ou tard.

A la DGFIP les collègues se sont fortement mobilisés contre la réforme des retraites à l'occasion des journées de grève mais aussi et surtout contre le Nouveau Réseau de proximité.

Depuis trop de temps notre administration est attaquée de tous côtés: destruction du réseau, transfert des missions vers le privé, suppression massive d'emplois, réforme des statuts de la fonction publique...

Le but affiché est clair: détruire le service public à la française au profit du privé et creuser ainsi encore plus les inégalités.

Ce sont donc des collègues épuisés tant physiquement que moralement que vous trouverez si vous prenez la peine de visiter vos services, et pour toutes les raisons évoquées ci-avant vous en êtes et resterez les principaux responsables. En appliquant de manière zélée la politique du gouvernement sans aucun respect pour vos interlocuteurs bafoués, vous endossez avec vos équipes et vos alliés la responsabilité des futures manifestations du mal être dans ce qui reste de notre réseau. Il ne fait aucun doute, qu'un jour viendra où vous devrez répondre des conséquences de vos actes, les politiciens qui auront instigué ces réformes seront sous d'autres cieux...

Après avoir menti aux élus, après avoir été sourd aux alertes des agents et de leurs représentants syndicaux, après avoir balayé de la main les besoins des populations, bref après avoir pratiqué un dialogue social qui n'est finalement que monologue anti-social, gardez-vous bien de fanfaronner, car tout passage en force sera pour vous et vos supérieurs une victoire à la Pyrrhus...

Les élu(e)s de la CGTFiP62

Jonathan
CALIN

Séverine
CAMUS

Céline
PLUQUIN